



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

# Médiarama

Jeudi 28 juin 2012  
Numéro 122

Médiarama, [www.alintiqad.com](http://www.alintiqad.com)

## Titres des journaux

As Safir (Nationaliste arabe)

*Les «pneus» brûlent l'Etat... et la rue pour les voyous*

An Nahar (Proche du 14-Mars)

*»L'équilibre des émeutes» de Beyrouth à Saïda. Quid après les graves propos en Conseil des ministres?*

Al Akhbar (Quotidien de gauche)

*Koura: les victimes élisent leurs bourreaux*

Al Joumhouria (Propriété d'Elias Murr)

*L'autorité de l'Etat est sapée*

L'Orient-Le Jour (Proche du 14-Mars)

*Mois sécuritaire jour I: un grand n'importe quoi*

Al Watan (Quotidien syrien non-étatique)

*Nous ne plierons pas...*

Al Hayat (Quotidien à capitaux saoudiens)

*La réunion de Genève examine une «feuille de route» pour une transition politique en Syrie*

Al Quds al Arabi (Edité à Londres)

*Les hommes armés font sauter la chaîne pro-Assad Al-Ikhbariya. L'Iran et l'Arabie saoudite écartés de la conférence de Genève*

## L'événement

### *Le «mois de la sécurité» battu en brèche dès le premier*

A peine lancé en grande pompe, hier, le «mois sécuritaire» a été battu en brèche à Beyrouth et à Saïda. Dans le chef-lieu du Liban-Sud, des partisans du cheikh fondamentaliste Ahmad Al-Assir, dont les propos à connotation sectaire sont à l'origine de la nouvelle montée des tensions dans le pays, ont organisé un sit-in à l'entrée de la ville. Des dizaines de jeunes gens se sont allongés à même le trottoir pour protester contre «les armes illégales», provoquant de forts embouteillages. Cheikh Al-Assir a déclaré que le sit-in «pacifique» sera «permanent» et se poursuivra jusqu'au «règlement de la question des armes». Or ce sujet est à l'ordre du jour du dialogue et son règlement ne peut venir que d'une solution politique globale et non pas à travers des pressions dans la rue.

Selon des informations rapportées par la presse libanaise, des milieux politiques, populaires et économiques de Saïda projettent d'entamer un mouvement de protestation contre le blocage de l'entrée de la ville qui paralyse les activités commerciales et électrifie l'ambiance.

A Beyrouth, au lieu de baisser avec le début du plan de sécurité, le désordre s'est amplifié et les incidents se sont multipliés. Des jeunes ont encore une fois bloqué, mercredi, la route de l'aéroport à l'aide de pneus enflammés. Même scénario dans plusieurs quartiers de la capitale et devant le siège de la Futur TV. L'armée a dû intervenir pour dégager la voie et ramener le calme. Les «briseurs de pneus» exigent la libération de Wissam Alaëddine, un des assaillants qui ont tenté de mettre le feu à la NTV, lundi soir, pour protester contre les propos sectaires de cheikh Al-Assir sur les ondes de la chaîne.

Ces développements sont l'aboutissement logique du processus de sape systématique du prestige et de l'autorité de l'Etat, qui a commencé avec la libération du salafiste Chadi Mawlaoui, accusé de liens avec Al-Qaïda, après les pressions exercées par les plus hauts responsables officiels. Est venu ensuite l'incident du Akkar, avec la mort du cheikh Ahmad Abdel Wahed et de son compagnon à un barrage de l'armée. Trois officiers et 19 soldats ont été mis aux arrêts, pour tenter de désamorcer la crise. Enfin, l'Etat n'a pas bronché lorsque des miliciens ont procédé, à Wadi Khaled, à des enlèvements à connotation sectaire d'innocents citoyens pour les échanger contre un trafiquant d'armes notoire kidnappé dans le cadre d'une dispute entre associés et remis aux services de renseignements syriens.

Les incidents qui ont entaché la première journée du plan de sécurité ont nécessité la participation du commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwaji, et des chefs des services de sécurité, à une partie de la réunion du Conseil des ministres. Dans l'après-midi, les patrons de ces services s'étaient retrouvés au siège de la Sécurité de l'Etat. Ils se sont entendus pour stopper dans les délais les plus brefs tous les contrevenants à l'ordre public et ont décidé de renforcer leur coordination tous azimuts... Affaire à suivre.

## Ria Novosti (Agence de presse russe)

Les travaux de la conférence internationale sur la Syrie prévue le 30 juin à Genève seront plus efficaces que ceux des "Amis de la Syrie", grâce au nombre de participants proposée par la Russie, a déclaré jeudi aux journalistes à Moscou le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

"La composition des (participants) est suffisamment restreinte pour mener des négociations sérieuses et chercher des voies de règlement, à la différence des "Amis de la Syrie". Quand ces derniers invitent 150 Etats, on comprend que ce format ne permet pas d'avoir des discussions sérieuses", a insisté M.Lavrov.

Une conférence internationale sur la Syrie se déroulera à Genève le 30 juin à l'initiative de Moscou. Les membres permanents du Conseil de sécurité de l'Onu (Russie, Chine, France, Grande-Bretagne, Etats-Unis), l'Union européenne, la Turquie, l'Irak, le Koweït et le Qatar sont invités à prendre part à la réunion. L'Iran et l'Arabie saoudite ne figurent pas sur la liste des participants.

M Lavrov a déclaré que la Russie ne soutiendra pas l'idée d'une intervention étrangère en Syrie si cette démarche est évoquée lors de la conférence internationale. "Nous ne soutiendrons aucune ingérence étrangère ou autre prescription imposée", a insisté le chef de la diplomatie russe.

Selon lui, une période de transition est nécessaire pour faire face aux conséquences de la crise mais c'est au peuple syrien de décider comment la mettre en œuvre.

"Dans le cadre d'un dialogue national entre le gouvernement et l'ensemble des forces de l'opposition, le peuple syrien doit décider du contenu à donner à cette période de transition, ainsi que ses mécanismes", a souligné M. Lavrov.

La communauté internationale soutient le plan Annan dans la mesure où ce dernier conditionne le règlement de la crise à la participation du peuple syrien, a ajouté le ministre russe.

Par ailleurs, l'émissaire spécial des Nations unies Kofi Annan a proposé de former en Syrie un gouvernement d'union nationale de transition, selon les médias occidentaux citant des sources diplomatiques. "Ce nouveau gouvernement pourrait inclure des membres du gouvernement actuel, des opposants et d'autres personnalités, mais pas ceux qui pourraient nuire au processus de transition ou entraver les efforts de réconciliation et de stabilisation", a indiqué un diplomate désireux de garder l'anonymat.

## Al-Riyad (Quotidien saoudien)

Des sources diplomatiques occidentales affirment que la plupart des ambassadeurs étrangers accrédités à Beyrouth encouragent les parties politiques libanaises avec qui ils sont en contact à reprendre le dialogue. Ces diplomates expliquent à leurs interlocuteurs que la poursuite des discussions autour des armes du Hezbollah et de la stratégie défensive est bien plus préférable à l'absence de dialogue. "En fin de compte, ce dialogue va aboutir à des solutions satisfaisantes pour tous les Libanais", ajoutent ces ambassadeurs.

Les diplomates étrangers sont inquiets de la prolifération des armes dans plus d'une région et des incidents qu'ils provoquent, notamment la dernière attaque contre la New télévision. Ils expriment lors de leurs rencontres la crainte de voir les événements en Syrie se transposer au Liban.

## ILS ONT DIT...

**Michel Sleiman**, président de la République libanaise

**"Il est désormais formellement interdit de fermer la route de l'aéroport. Vous, chefs des services de sécurité et le procureur général, vous bénéficiez de la couverture politique du président, du gouvernement et de la conférence nationale de dialogue. Il est impératif de faire preuve de fermeté dans le maintien de la sécurité et l'émission de mandats contre les fauteurs de troubles, sans répondre à qui que ce soit.**

**Samir Geagea**, chef des Forces libanaises (14-Mars)

**"Le gouvernement laisse le Liban plonger dans un état de putréfaction et de laisser-aller puisque, aux pires moments de la guerre, l'état des services n'était pas aussi lamentable.**

**Cheikh Ahmad Al-Assir** prédicateur salafiste

**"Cette manifestation ne provoque pas de tensions, mais les armes le font. Si nos demandes ne sont pas exaucées, nous aurons recours à l'escalade. Nous ne traitons pas avec des gens normaux, mais avec des gens qui se prennent pour des dieux. Je jure que nous ne rentrerons pas à la maison avant de savoir que la question des armes sera sérieusement traitée. La manifestation se poursuivra jusqu'à la mort. Nous ne pouvons pas vivre sans dignité et les armes de la Résistance nous ont privé de toute dignité.**

**Cheikh Maher Hammoud**, imam de la mosquée à Quds, à Saïda

**"Saïda ne changera pas son identité et son appartenance. Elle restera la capitale du Liban-Sud et de la Résistance. De nombreuses personnes proches du cheikh Ahmad Al-Assir ne sont pas d'accord avec ses dernières prises de position et son appel au sit-in. Il y a des exagérations qui ne sont pas logiques. Ce qui se passe est inacceptable.**

## Rencontre Sleiman-Hollande à Paris le 12 juillet

*Le quotidien As Safir écrit que le président libanais, Michel Sleiman, sera reçu le 12 juillet par son homologue français François Hollande à Paris. La crise syrienne est ses répercussions sur le Liban et les relations bilatérales seront au menu des discussions entre les deux chefs d'Etat.*

## Attentat à Damas

*Un double attentat à la bombe a été commis jeudi devant le Palais de justice dans le centre de la capitale syrienne Damas, a annoncé la télévision d'Etat. "Deux bombes ont explosé dans le parking du Palais de justice dans le secteur de Marjé à Damas. Une troisième n'a pas explosé", a indiqué la chaîne. Une source policière a affirmé à l'AFP que deux bombes magnétiques ont explosé sous deux voitures de magistrats dans le parking à ciel ouvert, tandis qu'une troisième était en train d'être désamorcée. La télévision syrienne a diffusé des images montrant de grosses fumées noires se dégageant du parking, avec de nombreuses voitures en feu.*

## Assassinat de Ghannajé: Barak laisse planer le flou

*Le ministre israélien de la Défense Ehud Barak a maintenu jeudi le flou sur une éventuelle implication de son pays dans l'assassinat la veille d'un cadre militaire du Hamas. "Je ne suis pas sûr que cela soit forcément vrai", a déclaré M. Barak. Kamal Hussein Ghannajé a été assassiné mercredi dans la banlieue de Damas. Un responsable du Hamas au Liban a affirmé que des soupçons pesaient sur le Mossad israélien.*

## Agence France presse

La Turquie a déplacé un convoi de véhicules militaires et une batterie de missiles sol-air à la frontière syrienne, après la perte d'un de ses avions de combat abattu par la Syrie, ont indiqué jeudi les médias turcs. Une trentaine de véhicules militaires et un camion tirant une batterie de missiles ont quitté leur base de la province de Hatay (sud), pour se rendre à la frontière, a affirmé le journal Milliyet. La chaîne publique TRT a diffusé des images d'un blindé M113 pouvant tirer huit missiles sol-air Stinger, tracté par un semi-remorque. Des médias turcs avaient indiqué mercredi que des blindés avaient été envoyés à la frontière, ainsi que des équipements radio et radar supplémentaires, une information qui n'avait pas été confirmée par l'Etat-major turc.

Selon le journal Taraf, la Turquie envisage de créer une "zone de sécurité" le long de sa frontière, en territoire turc, suite à cet incident.

Par ailleurs, plusieurs semi-remorques transportant des blindés ont été envoyés de Sanliurfa, une autre province du sud de la Turquie, vers la frontière, ont annoncé des médias locaux.

Ce déploiement de blindés fait suite au fait qu'un drapeau des rebelles kurdes a été hissé dans le village syrien de Ayn al Arab, situé juste à la frontière avec la Turquie, ont précisé les médias locaux. Le drapeau aurait été hissé par un groupe syrien associé au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), les rebelles kurdes de Turquie en lutte contre l'autorité centrale. Ce drapeau a été retiré jeudi matin, selon l'agence de presse Anatolie, citant des témoins.

## Al Hayat (Quotidien à capitaux saoudiens)

Des responsables des services de renseignements américains affirment qu'en dépit de la défection de certains officiers en Syrie, le cercle proche du président Bachar al-Assad maintient sa cohésion, ajoutant que la révolte qui se poursuit depuis 16 mois va se transformer en long conflit.

Cette évaluation brise tous les espoirs américains de voir le régime syrien s'effondrer de lui-même dans un proche avenir. L'administration Obama a refusé d'intervenir militairement en Syrie, prétextant l'absence d'un soutien international et les dissensions confessionnelles dans le pays.

Le porte-parole de la Maison Blanche, Jay Carney, avait indiqué mardi qu'Assad «perd petit à petit son contrôle sur le pays.» Mais les services de renseignements américains qui surveillent les dissidences au sein du cercle restreint autour d'Assad n'en voient aucune jusqu'à présent. Un responsable de ces services qui a préféré garder l'anonymat a déclaré que l'entourage proche du chef de l'Etat syrien et le cercle suivant «résistent fortement dans leur soutien au président Assad». Assad avait déclaré, mardi, que la «Syrie est confrontée à une véritable guerre» et que «l'Occident prend sans jamais rien donner en contrepartie».

Les responsables des services de sécurité précisent que les défections dans les forces d'Assad touchent les niveaux inférieurs ou moyens et concernent un nombre relativement limité de militaires, sans fournir des chiffres. «Notre évaluation des aptitudes de combat est que les forces du régime restent soudées en quelque sorte, ajoute le responsable de SR. Elles ont appris quelques leçons ces 18 derniers mois sur la façon de traiter avec ce type de rébellion. De même que les attaques des insurgés deviennent de plus en plus violentes, ce qui pave la voie à un long conflit».

Des responsables des SR révèlent que la Russie a fourni aux forces syriennes des systèmes de défense anti-aériennes modernes et des hélicoptères d'attaque. De même que l'Iran et le Hezbollah ont fourni une assistance militaire et non-militaire comme des armes légères, des équipements de communication et du matériel anti-émeute.